

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2778

[2006/202221]

**29 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, notamment les articles 2, alinéa 4, et 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 2 mars 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, les mots "couverts ou non" sont insérés entre les mots "à l'acquisition d'espaces sportifs" et les mots ", dans le cadre d'un projet d'animation de quartier".

**Art. 3.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Le dossier technique visé à l'article 7 du décret comprend les documents suivants :

1<sup>o</sup> une note de motivation reprenant de manière détaillée :

a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;

b) la description des installations existantes;

c) les objectifs poursuivis;

2<sup>o</sup> un plan de la commune avec indication de l'endroit choisi;

3<sup>o</sup> la fiche permettant de compléter le cadastre des infrastructures sportives.

§ 2. Dans le cas de l'acquisition d'une installation immobilière, le dossier technique comprend, outre les documents visés au § 1<sup>er</sup>, les documents suivants :

1<sup>o</sup> les plans cotés;

2<sup>o</sup> la promesse de vente;

3<sup>o</sup> l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition d'immeubles, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

4<sup>o</sup> le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux;

5<sup>o</sup> pour les demandes introduites par les personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, l'extrait de la délibération du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative. »

**Art. 4.** Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5*bis*. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, outre les documents visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les documents suivants :

1<sup>o</sup> l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet des travaux, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;

2<sup>o</sup> le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;

3<sup>o</sup> le métré estimatif des travaux ou de fournitures;

4<sup>o</sup> le cas échéant, l'avis de marché;

5<sup>o</sup> le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

6<sup>o</sup> le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;

7<sup>o</sup> le cas échéant, une copie du contrat d'honoraires de l'auteur de projet;

8<sup>o</sup> dans le cas de projets d'animation de quartier, une note reprenant les principales caractéristiques sociales du quartier concerné ou justifiant l'éloignement du projet de toutes infrastructures sportives et de loisirs existantes. »

**Art. 5.** Un article *5ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *5ter*. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les groupements et les associations sans but lucratif visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret et non soumis à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les documents suivants :

- 1<sup>o</sup> le programme des constructions avec description des travaux;
- 2<sup>o</sup> les plans cotés;
- 3<sup>o</sup> l'estimation détaillée des travaux ou des fournitures;
- 4<sup>o</sup> le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;
- 5<sup>o</sup> le droit de jouissance sur le bien concerné établi pour une période minimale et ininterrompue de vingt ans à dater de l'introduction de la demande de subvention;
- 6<sup>o</sup> une copie du contrat d'honoraires de l'auteur de projet, le cas échéant;
- 7<sup>o</sup> le plan de financement de l'investissement envisagé;
- 8<sup>o</sup> une copie de la publication au *Moniteur belge* des statuts de l'association sans but lucratif et de ses modifications ou une attestation contresignée par les président, secrétaire et trésorier du groupement, d'assumer personnellement et solidairement les obligations liées à l'obtention d'une subvention;
- 9<sup>o</sup> un bulletin de virement établi au nom du groupement ou une attestation de la banque dont le groupement est titulaire;
- 10<sup>o</sup> une déclaration du contrôleur local de la T.V.A. établissant si le groupement est assujetti à la T.V.A. et s'il a le droit de récupérer cette dernière pour les travaux en question et dans quelle mesure;
- 11<sup>o</sup> une attestation sur l'honneur précisant que le maître de l'ouvrage n'est pas tenu de respecter la réglementation sur les marchés publics;
- 12<sup>o</sup> le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite. »

**Art. 6.** Un article *5quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *5quater*. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les groupements et les associations sans but lucratif visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret et soumis à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les documents suivants :

- 1<sup>o</sup> le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- 2<sup>o</sup> le cas échéant, l'avis de marché;
- 3<sup>o</sup> le métré estimatif des travaux ou des fournitures;
- 4<sup>o</sup> les documents visés à l'article *5ter*, 4<sup>o</sup> à 12<sup>o</sup>. »

**Art. 7.** Un article *5quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *5quinquies*. Dans le cas de construction d'une installation immobilière destinée à définir un espace sportif, couvert ou non, dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les sociétés de logement de service public visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, outre les documents visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les documents suivants :

- 1<sup>o</sup> le document visé à l'article *5bis*, 8<sup>o</sup>;
- 2<sup>o</sup> les documents visés à l'article *5ter*, 4<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>;
- 3<sup>o</sup> les documents visés à l'article *5quater*, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>;
- 4<sup>o</sup> une copie de la publication des statuts de la société de logement de service public et de ses modifications éventuelles au *Moniteur belge*;
- 5<sup>o</sup> un bulletin de virement établi au nom de la société de logement ou une attestation de la banque dont la société est titulaire;
- 6<sup>o</sup> une déclaration du contrôleur local de la T.V.A. établissant si la société de logement de service public est assujettie à la T.V.A. et si elle a le droit de récupérer cette dernière pour les travaux en question et dans quelle mesure. »

**Art. 8.** Un article *5sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *5sexies*. Les documents visés aux articles 5 à *5quinquies* sont joints en deux exemplaires.

Dès réception du dossier technique complet, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir. »

**Art. 9.** L'article 6 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« L'administration analyse, sur la base du dossier technique, le bien-fondé de la demande, la légalité de l'acte, la pertinence et les aspects fonctionnels du projet. Après l'examen du dossier, l'administration l'adresse ensuite à l'Inspection des Finances.

Le Ministre statue ensuite sur le dossier technique et notifie sa décision au demandeur. »

**Art. 10.** L'article 9, premier alinéa, du même arrêté, est complété comme suit : « 3° la fiche permettant de compléter le cadastre des infrastructures sportives ».

**Art. 11.** A l'article 11 du même arrêté, à l'alinéa 3, les mots "établit le montant maximum des investissements pouvant être subventionnés." sont remplacés par les mots "le directeur général ou son délégué notifie la décision de l'administration au demandeur dans le délai prescrit par le décret."

**Art. 12.** Dans l'article 11 du même arrêté, les alinéas 4 et 5 sont supprimés.

**Art. 13.** A l'article 12 du même arrêté, les deux derniers alinéas sont remplacés par la disposition suivante :

« Après examen du dossier, l'administration le transmet à l'Inspection des Finances.

Le Ministre statue ensuite sur le dossier d'attribution du marché quel que soit le montant de la subvention et notifie sa décision au demandeur. »

**Art. 14.** Dans l'article 14 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Après examen du bien-fondé des motivations précitées, l'administration, rend un avis et le soumet pour accord au Ministre. En cas d'avis favorable, elle transmet simultanément au Ministre, une proposition d'autorisation d'entamer les travaux que celui-ci notifie au demandeur. Il en résulte que le demandeur peut commencer, à ses risques et périls, les travaux sans devoir attendre la promesse ferme d'octroi de la subvention. »

**Art. 15.** Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2778

[2006/202221]

**29 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuren, inzonderheid op de artikelen 2, vierde lid, en 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 december 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2005;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 2 maart 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuren worden de woorden "al dan niet overdekte" ingevoegd tussen de woorden "de aankoop van" en de woorden "sportruimten, in het kader van een project voor buurtwerk".

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. Het in artikel 7 bedoelde technisch dossier bevat de volgende stukken :

1° een uitvoerige motiveringsnota met :

a) de categorieën van de huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;

b) de beschrijving van de bestaande installaties;

c) de nagestreefde doelstellingen;

2° een plan van de gemeente met melding van de gekozen plaats;

3° het formulier aan de hand waarvan het kadaster van de sportinfrastructuren ingevuld kan worden.

§ 2. In geval van aankoop van een onroerende installatie bevat het technisch dossier, behalve de stukken bedoeld in § 1, de volgende stukken :

1° de plannen met vermelding van de afmetingen;

2° de verkoopbelofte;

3° de schatting van het goed door de bevoegde ontvanger van de registratie of door het Comité voor de aankoop van onroerende goederen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kostprijs van het onroerend goed en de kostprijs van het terrein;

4° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken;

5° wat betreft de aanvragen ingediend door de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, het uittreksel van de beraadslaging van de aanvrager waarbij de aankoop en de desbetreffende budgettaire toerekening zijn goedgekeurd. »

**Art. 4.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *5bis*, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, behalve de stukken bedoeld in artikel 5, § 1, de volgende stukken :

1° het uittreksel van de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij het ontwerp van de werken is goedgekeurd en de wijze van gunning van de opdracht vastgesteld en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving vermeld staat;

2° het bestek en de uitvoeringsplannen;

3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;

4° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

5° de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarbij bevestigd wordt dat ze niet vereist wordt;

6° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om de subsidiabele uitrustingen toegankelijk te maken voor personen met beperkte beweeglijkheid;

7° in voorkomend geval, een afschrift van het erelonencontract van de ontwerper;

8° in geval van buurtwerkprojecten, een nota met de voornaamste sociale kenmerken van betrokken wijk of waarbij de verwijdering van het project van alle bestaande sport- en ontspanningsinfrastructuren wordt gerechtvaardigd. »

**Art. 5.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *5ter*, luidend als volgt :

« Art. *5ter*. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de in artikel 3, § 1, 2°, van het decreet bedoelde groeperingen en verenigingen zonder winstoogmerk die niet onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten vallen, behalve de stukken bedoeld in artikel 5, § 1, de volgende stukken :

1° het programma van de bouwwerken met een beschrijving van de werkzaamheden;

2° de plannen met vermelding van de afmetingen;

3° de uitvoerige schatting van de werken of van de leveringen;

4° de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarbij bevestigd wordt dat ze niet vereist wordt;

5° het genotsrecht op betrokken goed over een doorlopende periode van minimum twintig jaar, te rekenen van de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend;

6° in voorkomend geval, een afschrift van het erelonencontract van de ontwerper;

7° het financieringsplan van de overwogen investering;

8° een afschrift van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk en van de wijzigingen daarvan of een door de voorzitter, secretaris en penningmeester van de groepering medeondertekend attest waarbij de verbintenissen i.v.m. de toekenning van een subsidie persoonlijk en hoofdelijk in acht dienen te worden genomen;

9° een overschrijvingsformulier op naam van de vereniging of een bankattest waarvan de vereniging titularis is;

10° een aangifte van de plaatselijke BTW-controleur waarbij kan worden nagegaan of de vereniging BTW-plichtig is en of zij het recht heeft om die belasting te verrekenen voor de desbetreffende werken en in welke mate;

11° een attest op erewoord waarbij wordt aangegeven dat de opdrachtgever niet verplicht is de regelgeving op de overheidsopdrachten in acht te nemen;

12° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om de subsidiabele uitrustingen toegankelijk te maken voor personen met beperkte beweeglijkheid. »

**Art. 6.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *5quater*, luidend als volgt :

« Art. *5quater*. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technische dossier, wat betreft de aanvragen die ingediend zijn door de in artikel 3, § 1, 2°, van het decreet bedoelde groeperingen en verenigingen zonder winstoogmerk die onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten vallen, behalve de stukken bedoeld in artikel 5, § 1, de volgende documenten :

- 1° het bestek en de uitvoeringsplannen;
- 2° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;
- 3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;
- 4° de stukken bedoeld in artikel *5ter*, 4° tot 12°.

**Art. 7.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *5quinquies*, luidend als volgt :

« Art. *5quinquies*. In geval van bouw van een onroerende installatie bestemd voor een al dan niet overdekte sportruimte, in het kader van een buurtwerkproject dat voor iedereen toegankelijk is, bevat het technische dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van het decreet, behalve de stukken bedoeld in artikel 5, § 1 :

- 1° het stuk bedoeld in artikel *5bis*, 8°;
- 2° de stukken bedoeld in artikel *5ter*, 4° tot 7° en 12°;
- 3° de stukken bedoeld in artikel *5quater*, 1° tot 3°;
- 4° een afschrift van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de statuten van de openbare huisvestingsmaatschappij en van de eventuele wijzigingen daarvan;
- 5° een overschrijvingsformulier op naam van de huisvestingsmaatschappij of een bankattest waarvan de maatschappij titularis is;
- 6° een aangifte van de plaatselijke BTW-controleur waarbij kan worden nagegaan of de openbare huisvestingsmaatschappij BTW-plichtig is en of zij die belasting mag verrekenen voor de desbetreffende werken en in welke mate.

**Art. 8.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *5sexies*, luidend als volgt :

« Art. *5sexies*. De stukken bedoeld in de artikelen 5 tot *5quinquies* worden in twee exemplaren bijgevoegd.

Na ontvangst van het volledige technisch dossier maakt het bestuur een bericht van ontvangst over aan de aanvrager met melding van de datum waarop de bij het decreet vastgelegde termijn begint te lopen. »

**Art. 9.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Op grond van het technisch dossier onderzoekt de administratie de gegrondheid van de aanvraag, de wettelijkheid van de akte, de relevantie en de functionele aspecten van het project. Na onderzoek wordt het dossier door de administratie aan de Inspectie van Financiën overgemaakt.

De Minister spreekt zich vervolgens uit over het technisch dossier en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing. »

**Art. 10.** Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 3° het formulier aan de hand waarvan het kadaster van de sportinfrastructuren ingevuld kan worden ».

**Art. 11.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, derde lid, worden de woorden "stelt het maximumbedrag vast van de subsidiabele investeringen." vervangen door de woorden "de directeur-generaal of zijn afgevaardigde geeft de aanvrager kennis van de beslissing van de administratie binnen de bij het decreet voorgeschreven termijn."

**Art. 12.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden het vierde en het vijfde lid opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de twee laatste leden vervangen als volgt :

« Het dossier wordt na onderzoek door de administratie aan de Inspectie van Financiën overgemaakt.

Ongeacht het bedrag van de subsidie spreekt de Minister zich uit over het dossier betreffende de gunning van de opdracht en geeft hij de aanvrager kennis van zijn beslissing. »

**Art. 14.** In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Na onderzoek naar de gegrondheid van voornoemde motiveringen verleent de administratie een advies, dat ze voor akkoord aan de Minister overlegt. In geval van gunstig advies maakt ze gelijktijdig een voorstel van toestemming tot aanvatting van de werken over aan de Minister, die de aanvrager daarvan kennis geeft. De aanvrager mag dan op eigen risico de werken aanvangen zonder te moeten wachten op de vaste subsidiebelofte. »

**Art. 15.** De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN